



Assemblée générale

Distr. générale
4 mars 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Point 129 de l'ordre du jour
Multilinguisme

Multilinguisme

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [73/346](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-quinzième session, un rapport détaillé sur l'application intégrale de ses résolutions relatives au multilinguisme.

Le Secrétaire général y réaffirme sa vision en faveur d'une Organisation des Nations Unies multilingue, orientée vers le terrain, agile et transparente. Il fait le point sur les progrès accomplis depuis la soumission de son précédent rapport sur le sujet ([A/73/761](#)) en vue de l'adoption, à l'ONU, d'une approche cohérente du multilinguisme, valeur fondamentale de l'Organisation, et de l'intégration systématique du multilinguisme dans toutes les activités de toutes les entités du Secrétariat, comme moyen d'améliorer l'efficacité, les résultats et la transparence de l'Organisation. Il présente également les difficultés rencontrées du fait de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), ainsi que les mesures prises pour préserver le multilinguisme en ces temps tumultueux.



I. Introduction

1. Sauf indication contraire, le présent rapport récapitule les activités menées de janvier 2019 à décembre 2020. On trouvera dans le document complémentaire¹ des données supplémentaires sur la conformité des sites Web et des comptes de médias sociaux de l'ONU par rapport aux exigences définies en matière de multilinguisme.

II. Coordination du multilinguisme

A. Nomination et rôle du Coordonnateur ou de la Coordonnatrice pour le multilinguisme

2. Dans sa résolution 54/64, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de désigner parmi les hauts fonctionnaires du Secrétariat un coordonnateur des questions de multilinguisme pour l'ensemble du Secrétariat. Le Secrétaire général a nommé Coordonnateur pour le multilinguisme l'actuel Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, dont le mandat a pris effet le 3 septembre 2019. Le mandat du Coordonnateur (voir A/71/757, annexe II), que l'Assemblée générale a approuvé dans sa résolution 71/328, reste inchangé.

B. Coordination au sein du Secrétariat

1. Mobilisation du réseau de personnes référentes

3. Un réseau de personnes référentes² assure la liaison entre le Coordonnateur pour le multilinguisme et les entités respectives.

4. Le réseau s'est considérablement étendu depuis le 1^{er} janvier 2019 à la suite de la mise en place du système de délégation de pouvoirs aux chefs d'entité : il est passé de 60 personnes référentes représentant 38 entités du Secrétariat en décembre 2018 à 103 personnes référentes représentant 72 entités en décembre 2020.

5. L'extension du réseau, qui s'est faite tant sur le plan géographique que quantitatif, a conduit à une amélioration de la participation et du niveau de mobilisation de toutes les entités du Secrétariat en faveur du multilinguisme, ce qui s'est traduit par la contribution d'un nombre record d'entités (67)³ au présent rapport.

¹ Accessible à l'adresse suivante : www.un.org/dgacm/sites/www.un.org.dgacm/files/pdf/Multilingualism/multilingualism_sg_report_supplementary_info_75th_session.pdf.

² La liste actualisée des responsabilités des personnes référentes pour le multilinguisme figure dans le document complémentaire (voir ci-dessus).

³ Le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, le Département des affaires économiques et sociales, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, le Département de la communication globale, le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, le Département de l'appui opérationnel, le Département des opérations de paix, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Département de la sûreté et de la sécurité, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique pour l'Europe (CEE), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le Cabinet du Secrétaire général, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), le Bureau de la déontologie, la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), la Mission de l'Organisation des

2. Sensibilisation au multilinguisme

6. En tant que chef de l'Organisation, le Secrétaire général a donné le ton en faisant du multilinguisme l'une de ses priorités. Il n'a cessé de faire des déclarations, d'enregistrer des messages vidéo, de conduire des réunions bilatérales et d'accepter d'être interviewé dans diverses langues (anglais, espagnol, français et portugais).

7. Les responsables de plusieurs entités ont également utilisé diverses langues au quotidien, notamment lors de leurs contacts avec les autorités nationales ou les médias, et lancé des campagnes de sensibilisation, dans le but de créer un environnement propice au multilinguisme et de soutenir l'engagement de l'ONU en faveur de la diversité.

8. Pour sensibiliser les hauts dirigeants du Secrétariat, le Coordonnateur a tenu des séances d'information périodiques à leur intention, en partenariat avec la Sous-Secrétaire générale aux ressources humaines, notamment sur la place que doit avoir le multilinguisme dans la sélection du personnel.

9. Le Bureau des services de contrôle interne a mis au point récemment des marqueurs pour suivre les activités de contrôle relatives aux priorités de l'Organisation, notamment le genre, le handicap et le multilinguisme, et en rendre compte.

Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), le Bureau de l'administration de la justice, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Bureau de lutte contre le terrorisme, le Bureau des affaires de désarmement, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI), le Bureau des affaires juridiques, le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, le Bureau de la Défenseuse des droits des victimes, le Bureau de la coordination des activités de développement, la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), la CNUCED, la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH), la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP), le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), l'Office des Nations Unies à Genève, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, l'Office des Nations Unies à Nairobi, l'Office des Nations Unies à Vienne, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel – l'équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève, le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie.

10. Afin de promouvoir davantage le multilinguisme, des célébrations liées aux langues ont été organisées régulièrement au cours de la période considérée et ont continué de se faire sous forme virtuelle pendant la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Dans la mesure du possible, le Secrétaire général et de hauts fonctionnaires des Nations Unies ont participé à ces célébrations, afin de donner l'exemple et de favoriser une culture institutionnelle inclusive. Le Coordonnateur a tiré parti des ressources internes du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et de son partenariat avec le Département de la communication globale (y compris les centres d'information, les services chargés de l'administration du site Web et les sections d'ONU Info) pour faire la promotion, en interne comme à l'extérieur de l'Organisation, des activités organisées dans le cadre des journées des langues.

11. Outre ces célébrations liées aux langues, d'autres activités ont été menées dans un certain nombre de lieux d'affectation en faveur du multilinguisme. De nombreuses entités ont organisé ou soutenu des campagnes de sensibilisation. En août 2020, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a mené une enquête auprès du personnel de son secrétariat afin de le sensibiliser au multilinguisme, enquête qui a obtenu un taux de réponse d'environ 40 %. L'Office des Nations Unies à Vienne et la CESAO ont organisé les quatorzième et quinzième Concours de traduction Saint-Jérôme. Ce concours, qui se tient tous les ans pour célébrer la diversité linguistique et les talents de traduction, est ouvert à tout le personnel des Nations Unies et aux étudiants des universités partenaires du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. Tous les membres du personnel de l'Office des Nations Unies à Vienne ont été invités à indiquer, dans leurs courriels (dans l'emplacement réservé à la signature), les langues qu'ils maîtrisent, l'objectif étant de promouvoir l'utilisation d'une grande diversité de langues.

3. Mise au point d'une approche cohérente en matière de multilinguisme

12. Le multilinguisme est demeuré une priorité absolue. Comme suite à la résolution 71/328 de l'Assemblée générale, un indicateur de performance portant sur le multilinguisme, facteur d'amélioration de l'efficacité, des résultats et de la transparence, a été introduit en 2018 dans les contrats de mission des hauts fonctionnaires (sous la rubrique « engagement en faveur de la diversité ») et a fait l'objet d'un suivi au cours de la période considérée. Il s'agissait ainsi de déclencher une réaction en chaîne dans l'ensemble de l'Organisation et d'encourager l'intégration systématique du multilinguisme.

13. L'élaboration d'un cadre d'action stratégique sur le multilinguisme a été retardée en raison de multiples facteurs, dont l'incidence de la pandémie. Le projet ayant bénéficié, en décembre 2020, de ressources extrabudgétaires de la part de l'Organisation internationale de la Francophonie, il est entré dans la phase suivante au début de 2021. On attend de toutes les entités concernées qu'elles soutiennent cet effort.

14. Le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, le Département de l'appui opérationnel et l'Office des Nations Unies à Genève ont continué d'affiner le Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les langues, qui sert de norme pour l'apprentissage et l'enseignement des langues officielles de l'ONU dans toutes les entités du Secrétariat et les activités d'évaluation y relatives, contribuant ainsi à une approche plus cohérente et systématique du multilinguisme. À long terme, le Cadre facilitera l'intégration systématique du multilinguisme dans le système de gestion des aptitudes.

15. En février 2019, le Coordonnateur a lancé, avec le soutien du Bureau des ressources humaines, une enquête auprès du personnel du Secrétariat sur le multilinguisme et les compétences linguistiques, le Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les langues servant de guide aux fins de l'auto-évaluation. L'enquête, qui a reçu 3 613 réponses complètes de la part du personnel du Secrétariat, représentant 243 lieux d'affectation, a fait ressortir la grande diversité linguistique du personnel et l'utilité du Cadre s'agissant de produire des informations détaillées à l'appui de la gestion prévisionnelle des besoins en personnel. Dans leurs réponses, les membres du personnel du Secrétariat ont fait état collectivement de plus de 200 langues maternelles, et près de 90 % d'entre eux ont estimé être bilingues ou polyglottes. Plus de 90 % des membres du personnel du Secrétariat ayant répondu à l'enquête ont estimé avoir une bonne maîtrise de l'anglais et près de 50 % une bonne maîtrise du français. En ce qui concerne les langues officielles autres que les langues de travail du Secrétariat, 25 % des membres du personnel du Secrétariat ayant répondu à l'enquête ont estimé avoir une bonne maîtrise de l'arabe, du chinois, de l'espagnol ou du russe. L'enquête a également mis en évidence des différences importantes pour ce qui est de l'utilisation de ces langues dans le milieu professionnel.

C. Activités de collaboration avec les États Membres et d'autres parties prenantes

16. La collaboration avec les États Membres et d'autres parties prenantes, telles que les organisations internationales et le monde universitaire, s'est intensifiée au cours de la période considérée. Le Secrétaire général a rencontré à plusieurs reprises, au Siège et à Genève, les États Membres, les groupes d'États Membres intéressés et les organisations internationales concernées pour s'entretenir avec eux expressément de questions liées au multilinguisme. Le Coordonnateur et ses représentants ont également participé et coordonné la participation du Secrétariat à des rencontres avec de grands groupes d'États Membres. Des rencontres similaires ont été organisées à l'Office des Nations Unies à Genève et à l'Office des Nations Unies à Vienne.

17. En 2019, le Coordonnateur, en sa qualité de président de la Réunion annuelle internationale concernant les services linguistiques, la documentation et les publications (IAMLADP), a analysé les réponses à une enquête sur le multilinguisme, qui avait été faite à l'initiative de son équipe pour recueillir des informations comparatives sur la question. L'analyse a fait ressortir des différences et des similitudes entre les organisations membres. Les conclusions détaillées ont été communiquées aux organisations membres de IAMLADP. Il convient de signaler par ailleurs qu'en 2019 IAMLADP a adopté la Déclaration de Bruxelles sur le multilinguisme⁴, qui est disponible en 27 langues.

18. Le Coordonnateur et son bureau ont également continué de mettre à profit les partenariats avec la société civile, y compris le monde universitaire, afin de renforcer le multilinguisme à l'ONU.

⁴ Consultable à l'adresse suivante : https://www.iamladp.org/sites/www.iamladp.org/files/iamladp_2019_brussels_declaration_on_multilingualism_-_fr_compilation.pdf.

III. Intégration du multilinguisme au Secrétariat : état d'avancement, principales conclusions et prochaines étapes

A. Information et communication

1. Mesures transversales

19. De nombreuses entités du Secrétariat ont fait analyser les besoins linguistiques de leurs clients en vue de développer de bonnes pratiques, l'objectif étant d'intégrer le multilinguisme dans leurs activités d'information et de communication et de trouver des moyens de pallier le manque de ressources.

20. De nombreuses entités du Secrétariat ont également pris l'habitude de fournir des supports de communication dans des langues autres que les six langues officielles de l'ONU.

21. Toutefois, comme indiqué dans les rapports précédents, ces efforts mis en place pour répondre aux besoins linguistiques des clients et fournir des services dans diverses langues ne peuvent être efficaces que s'ils se fondent sur des données ventilées par langue, comme le prévoit la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout.

22. Certaines entités se sont efforcées, conformément aux directives de l'Assemblée générale, d'intégrer le multilinguisme dès la phase de planification, afin de faire en sorte que les ressources budgétaires soient allouées de manière équitable entre les langues. Plusieurs entités ont également souligné que, pour mieux intégrer le multilinguisme, il fallait en tenir compte lors de la préparation du budget et de la formulation des mandats concernant les différentes fonctions.

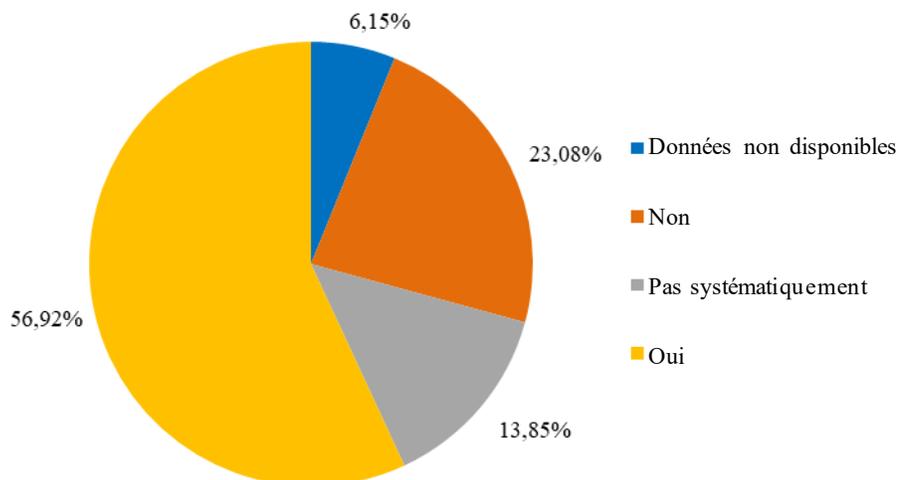
2. Les sites Web et les médias sociaux

23. Les entités du Secrétariat de l'ONU ont continué d'élargir leur présence multilingue en ligne, comme en témoigne l'examen complet qui a été fait de cette présence et qui est disponible dans le document complémentaire.

24. Les normes minimales pour le multilinguisme⁵ des sites Web de l'ONU, élaborées par le Département de la communication globale pour servir de guide aux développeurs Web et aux administrateurs de sites, ne sont pas encore appliquées de manière cohérente dans toutes les entités du Secrétariat et les unités qui les composent. Les mécanismes de gouvernance en vigueur prévoient la validation des sites Web développés sous le nom de domaine un.org, mais pas les sites Web qui portent un nom de domaine différent. Les entités du Secrétariat qui ont contribué au présent rapport ont indiqué qu'elles respectaient les normes minimales, comme le montre la figure I.

⁵ Les normes peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://www.un.org/fr/sections/web-governance/minimum-standards-multilingualism-united-nations-website/index.html>.

Figure I
**Respect par les entités du Secrétariat des normes minimales
 pour le multilinguisme (d'après les informations reçues au 30 septembre 2020
 des entités elles-mêmes)**

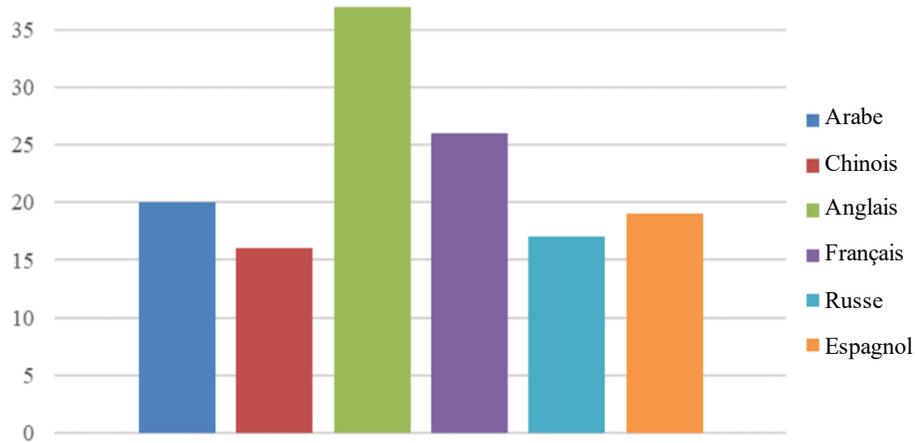


Source : Enquête menée par le Coordonnateur pour le multilinguisme auprès de toutes les entités du Secrétariat.

25. Si 37 (57 %) des entités ayant répondu à l'enquête ont déclaré se conformer aux normes, il ressort aussi de leurs réponses qu'elles ne comprenaient pas toutes de la même façon comment ces normes devaient s'appliquer, puisqu'elles ont indiqué administrer des sites comportant une seule à six versions linguistiques (ou plus) (voir fig. II), selon qu'elles considéraient que ces sites Web étaient destinés à un public mondial ou local. Certaines entités⁶ ont également indiqué administrer des sites Web dans des langues non officielles et quelques-unes d'entre elles ont fait valoir que les normes avaient une envergure qui ne correspondait pas à la réalité locale.

⁶ Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, le Département de la communication globale, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Bureau de la coordination des activités de développement, la MANUI, le PNUE, la MINUK, l'Office des Nations Unies à Nairobi et l'Office des Nations Unies à Vienne/ONU DC.

Figure II
Nombre total de versions linguistiques disponibles, par langue officielle, parmi les 37 entités qui ont déclaré se conformer aux normes minimales pour le multilinguisme (au 30 septembre 2020)



Source : Enquête menée par le Coordonnateur pour le multilinguisme auprès de toutes les entités du Secrétariat.

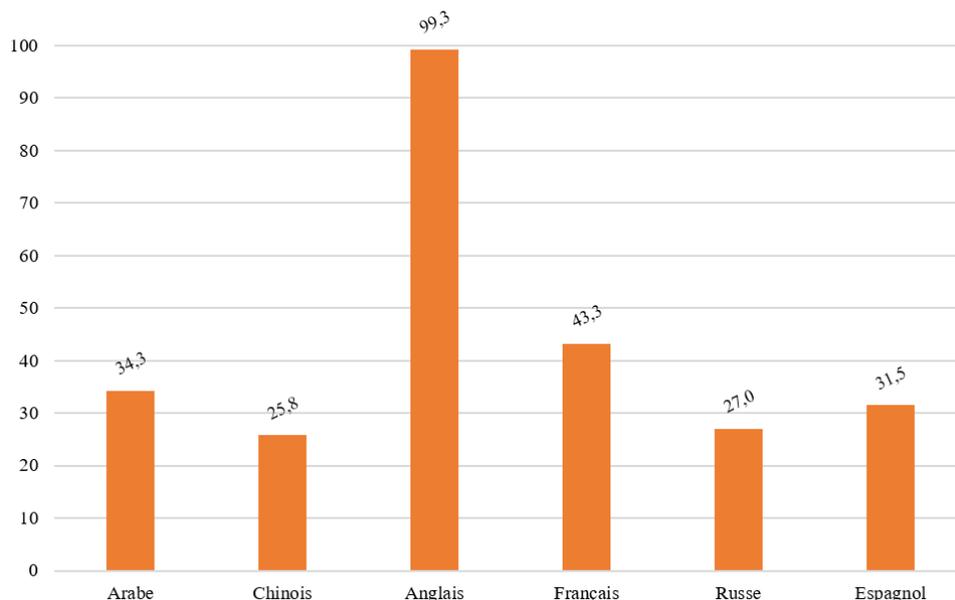
26. Des efforts supplémentaires seront déployés, au moment du lancement des sites Web et tout au long de leur durée de vie, pour sensibiliser les entités du Secrétariat de l'ONU aux normes minimales, l'objectif étant de réduire les disparités entre les langues officielles.

27. Dans le cadre de l'examen complet de la présence multilingue en ligne du Secrétariat, et comme indiqué dans le précédent rapport sur le multilinguisme (A/73/761), il a également été tenu compte du volume du contenu disponible dans chaque langue, puisque cela peut avoir une incidence sur la fréquentation du site Web, les internautes ayant tendance à rechercher les informations les plus complètes possible.

28. Il ressort de l'examen en question que les sites Web administrés par le Département de la communication globale respectent dans leur grande majorité le principe de l'égalité entre les langues officielles ; 88,6 % d'entre eux sont disponibles dans les six langues et ont un contenu semblable d'une langue à l'autre. Toutefois, certaines entités, en particulier les plus petites, ont rencontré des difficultés considérables pour tenir à jour simultanément plusieurs versions linguistiques, en l'absence de ressources budgétaires ou humaines dédiées à la traduction et au téléchargement de contenu Web. Si le contenu de base est généralement disponible en plusieurs langues, les nouvelles ou tout autre contenu ayant une courte durée de vie sont souvent publiés uniquement dans la langue d'origine (généralement l'anglais). Les entités ont également fait remarquer que le multilinguisme devait être pris en considération à un stade précoce, car il faut prévoir du temps pour les activités de traduction et de révision dans toutes les langues concernées et la mise en ligne simultanée de toutes les versions linguistiques, ce qui n'a pas toujours été le cas. En outre, du fait de la pandémie de COVID-19, il a souvent été nécessaire de mettre en ligne des directives dans l'urgence, ce qui a entraîné un décalage encore plus marqué entre les versions linguistiques. La plupart des entités du Secrétariat ont fait observer que les éléments susmentionnés avaient constitué des obstacles à la mise en œuvre du mandat relatif au multilinguisme dans le domaine de l'information et de la

communication. On trouvera à la figure III un aperçu de la proportion moyenne du contenu disponible, par langue, dans toutes les entités.

Figure III
Estimation de la proportion moyenne du contenu du site Web externe disponible, par langue officielle (au 30 septembre 2020)



Source : Enquête menée par le Coordonnateur pour le multilinguisme auprès de toutes les entités du Secrétariat.

29. Afin de surmonter ces difficultés, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a créé un poste de coordonnateur(trice) de son site Web multilingue. Dans la perspective de réduire les disparités entre les versions linguistiques de son site Web (anglais et français), le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi a décidé, dans un premier temps, de passer en revue le contenu de son site Web actuel. De même, la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), qui dispose actuellement d'un site Web monolingue, va en revoir le contenu afin d'en élargir la couverture linguistique. Le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies a effectué une analyse des besoins des clients, qui a révélé qu'il y avait une demande croissante de contenu Web en arabe et en espagnol. En 2020, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a lancé son nouveau site Web, dont le contenu est le reflet du principe d'égalité des six langues officielles. En 2020, l'Office des Nations Unies à Genève a remplacé son site Web bilingue par une nouvelle plateforme Web pouvant fonctionner dans les six langues officielles et a fortement encouragé les rédacteurs et éditeurs Web à fournir du contenu dans autant de langues que possible (même si la plupart du contenu n'est disponible actuellement qu'en anglais et en français). Ces solutions constituent des pratiques exemplaires que d'autres entités pourraient souhaiter adopter.

30. Les médias sociaux ont continué de prendre de l'ampleur pour ce qui est de la communication avec le public de l'ONU. Compte tenu de la présence croissante du Secrétariat sur les médias sociaux, une circulaire (ST/SGB/2019/5) a été publiée afin de mettre en place un cadre juridique et opérationnel régissant l'utilisation institutionnelle des médias sociaux. La circulaire donne toute sa place au multilinguisme et devrait produire une réaction en chaîne au Secrétariat, puisque les

responsables d'entité sont invités à prendre en considération le paragraphe 36 de la résolution 69/324 de l'Assemblée générale sur le multilinguisme lors de la création de nouveaux comptes de médias sociaux. Comme le prévoit la circulaire, le Département de la communication globale tient désormais une base de données de tous les comptes administrés par les entités du Secrétariat, comportant des informations sur la ou les langues utilisées.

31. Dans l'ensemble, il a été constaté que les entités du Secrétariat produisaient du contenu pour les médias sociaux essentiellement en anglais, mais comptaient parfois sur les compétences linguistiques de leur personnel pour fournir des traductions lorsque cela était nécessaire, afin de répondre aux besoins de tel ou tel public. Les entités qui mesurent les taux de réaction ventilés par langue, comme la CESAO, ont observé que les messages publiés sur les médias sociaux suscitaient plus d'intérêt s'ils étaient rédigés dans la langue du lieu d'affectation (en l'occurrence, l'arabe). Dans le même ordre d'idées, l'Office des Nations Unies à Genève a créé un compte Twitter distinct en 2020 à l'intention de son public francophone. Certaines entités, comme le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et le Bureau de la coordination des activités de développement ont fait appel à leurs bureaux régionaux ou nationaux pour obtenir des contenus dans plusieurs langues. Plusieurs entités ont salué les efforts déployés par l'équipe des médias sociaux du Département de la communication globale pour mettre en commun des contenus multilingues agrégés provenant de diverses entités des Nations Unies, ce qui constitue une solution économique.

32. La pandémie de COVID-19 a considérablement accru la demande d'interaction en ligne avec l'ONU, notamment au moyen des médias sociaux, et ce, à un moment où le personnel linguistique du Département de la communication globale était déjà soumis à une pression importante, puisqu'il était impossible de faire appel à des vacataires ou de pourvoir les postes vacants. Le nombre d'abonnés aux comptes gérés par l'équipe des médias sociaux du Département, toutes langues et plateformes confondues, n'a cessé d'augmenter, passant de 32 millions en août 2018 à 42 millions en août 2020. L'équipe a apporté un concours essentiel à la campagne de l'Organisation contre la désinformation relative à la COVID-19, utilisant toutes les langues officielles, ainsi que le hindi, le kiswahili et le portugais, pour atteindre un public plus large.

33. Toutefois, plusieurs entités ont fait savoir que leur présence multilingue sur les médias sociaux avait été affectée par la pandémie. Pour le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, le fait de ne pas pouvoir accueillir de stagiaires a été particulièrement préjudiciable, les stagiaires contribuant fortement à faire vivre le multilinguisme sur les médias sociaux. D'autres entités ont eu recours à des stratégies différentes, faisant notamment appel aux Volontaires des Nations Unies en ligne, afin de répondre au besoin de contenu multilingue.

34. Afin d'avoir un impact encore plus fort et de tirer le meilleur parti de ressources limitées, l'équipe des médias sociaux (Département de la communication globale) continuera de servir de plaque tournante pour l'ensemble des entités et des langues, permettant aux entités sur le terrain de mieux interagir avec leur lectorat, en priorité dans la ou les langues du pays hôte, en particulier lorsqu'il s'agit d'une langue officielle de l'ONU.

3. Services audiovisuels et multimédias

35. Les services audiovisuels et multimédias ont continué de jouer un rôle clé dans la sensibilisation de publics divers sur le plan linguistique, et ce, dans le monde entier.

36. Au cours de la période considérée, ONU Info a produit quotidiennement des contenus originaux dans neuf langues, ayant ajouté le hindi en 2018 grâce à un financement extrabudgétaire du Gouvernement indien. ONU Info a continué de rendre compte en temps réel et en plusieurs langues des travaux des principaux organes de l'ONU, y compris lorsque l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité se sont réunis par visioconférence. Le trafic sur les plateformes d'ONU Info a considérablement augmenté pendant la pandémie de COVID-19, passant de 20 millions de pages vues en 2019 à 70 millions en 2020, ONU Info en espagnol ayant enregistré une hausse de 265 % des pages vues entre janvier et août 2020. ONU Info et l'équipe chargée de la section vidéo ont été à la hauteur des défis posés par la pandémie, montrant, dans plusieurs langues, comment on était venu à bout de la désinformation et comment les fournitures étaient acheminées dans le monde entier. Les équipes d'ONU Info ont intensifié leur collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies pour créer, dans plusieurs langues, des récits multimédias sur l'action novatrice mise en place aux niveaux national et régional. ONU Info a également contribué à promouvoir la diversité linguistique en diffusant des articles, des podcasts et des vidéos sur les célébrations liées aux journées des langues et à l'Année internationale des langues autochtones (2019).

37. Durant la partie principale des soixante-quatorzième et soixante-quinzième sessions de l'Assemblée générale, le Département de la communication globale a diffusé en direct sur le site de la télévision en ligne des Nations Unies, dans les six langues officielles, toutes les séances plénières de l'Assemblée, y compris le débat général, ainsi que les séances publiques du Conseil de sécurité. Il a continué de s'employer à trouver des solutions permettant de garantir la disponibilité de métadonnées multilingues afin de faciliter les recherches dans toutes les langues officielles. Les efforts déployés par le Département de la communication globale, le Bureau de l'informatique et des communications et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences visent à connecter des systèmes logiciels distincts ; le Département de la communication globale a toutefois fait observer qu'il faudrait du personnel linguistique spécialisé pour passer en revue et valider les métadonnées dans les langues respectives⁷.

38. Si l'Assemblée générale a approuvé la création de six postes de temporaire pour permettre au Service de l'information des Nations Unies à Genève de fournir ses services dans toutes les langues officielles, cinq de ces postes sont restés vacants en 2020 en raison du gel des recrutements et de la crise de liquidités. Cela dit, l'infrastructure technique permettant de diffuser sur le Web du contenu audio en plusieurs langues à partir de plusieurs salles de l'Office des Nations Unies à Genève a été modernisée en 2020. En outre, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a volontairement réaffecté les ressources extrabudgétaires prévues pour les voyages en avion afin de permettre la diffusion sur le Web des débats et l'archivage des enregistrements diffusés sur le Web dans les six langues officielles, l'objectif étant d'ouvrir davantage l'accès aux débats du Forum social du Conseil des droits de l'homme.

39. Plusieurs entités ont également produit des programmes vidéo pour soutenir de façon stratégique l'exécution des mandats. Par exemple, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) diffuse régulièrement des messages vidéo en grec et en turc, sous-titrés en anglais, tandis que le Bureau des affaires juridiques, qui administre la Médiathèque de droit international des Nations

⁷ Des ressources destinées au renforcement de ces services ont été approuvées dans le cadre du budget 2021 du Département de la communication globale, dont la mobilisation dépendra de la situation en matière de liquidités et de la possibilité de procéder à des recrutements.

Unies, encourage les intervenants à enregistrer des interventions dans plusieurs langues officielles de l'ONU.

40. Des émissions radiophoniques ont continué d'être diffusées dans une grande diversité de langues officielles et locales dans les principaux lieux d'affectation et sur le terrain, l'objectif étant d'atteindre les zones les plus isolées et de surmonter les obstacles ayant trait à la connectivité et à l'analphabétisme. La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), par exemple, a indiqué que la station de radio locale Radio Miraya avait parfois diffusé des émissions en arabe et en anglais, ainsi que des interviews enregistrées dans les langues locales, interprétées en anglais ou en arabe. À la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), Radio Okapi diffuse des émissions en français ainsi qu'en kongo, en kiswahili, en lingala et en luba. Dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Mikado FM diffuse des émissions soit en français, soit dans certaines langues utilisées localement, comme l'arabe, le bambara, le tamacheq, le peul et le songhaï. À l'Office des Nations Unies à Genève, en plus d'un segment hebdomadaire en anglais sur World Radio Switzerland, un podcast, qui passe la semaine en revue, a été lancé en français par le Service d'information des Nations Unies.

4. Services de publication et bibliothèques

41. Les services de publication et de bibliothèque des différents centres de conférence ont également continué de contribuer à l'intégration du multilinguisme à l'ONU, notamment en adoptant des pratiques innovantes.

42. Pendant la période considérée :

- Le Département des affaires économiques et sociales a publié les éditions arabe, chinoise, espagnole et russe de l'étude 2020 des Nations Unies sur l'administration en ligne grâce à des arrangements à titre gracieux passés avec des partenaires de divers secteurs, du monde universitaire au secteur public, aux Émirats arabes unis (arabe), en Chine (chinois), en Argentine (espagnol) et au Kazakhstan (russe).
- Le Département de la communication globale a collaboré avec l'Université de Soochow (Chine) dans le cadre de la traduction en chinois d'une édition spéciale de l'*Annuaire des Nations Unies*.
- Pour la première fois, la *Chronique de l'ONU* a été publiée simultanément dans les six langues officielles, à la suite de sa conversion à un format uniquement en ligne. La crise de liquidités a toutefois empêché le Département de la communication globale d'assurer ses services dans les six langues.
- Le Bureau des affaires juridiques a continué de publier le *Recueil des Traités des Nations Unies*, qui est l'une des publications les plus multilingues de l'Organisation, puisqu'elle réunit les textes de traités établis dans plus d'une centaine de langues.
- La Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) a continué de veiller à ce que les supports de formation soient traduits en arabe et présentés aux parties prenantes dans la langue idoine.
- La Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) a publié des affiches communiquant les mesures à adopter pour empêcher la propagation de la COVID-19. Avec le soutien de groupes minoritaires, ces affiches ont été publiées dans six langues locales, en plus de de l'anglais, de l'arabe et du kurde.

- L'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) a diffusé régulièrement des documents et des communiqués de presse en arabe local du Darfour, en plus de l'anglais, afin que les médias relaient de plus en plus les informations.
- L'Office des Nations Unies à Vienne et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ont diffusé des documents dans toutes les langues officielles, ainsi qu'en allemand, en bahasa indonesia, en italien, en macédonien, en portugais, en slovène, en ourdou et en vietnamien.

43. La Bibliothèque Dag Hammarskjöld a continué de fournir des guides de recherche en ligne dans les six langues officielles, ainsi qu'un accès à des bases de données de recherche multilingues. Le service « Demandez à Dag » s'est enrichi d'une version en chinois et le projet interne de numérisation, visant à télécharger des documents dans le Système de diffusion électronique des documents et la Bibliothèque numérique des Nations Unies, n'a cessé de progresser.

44. La Bibliothèque de l'Office des Nations Unies à Genève a continué d'organiser régulièrement des activités dans et autour de différentes langues. Elles se sont déroulées dans une ou plusieurs langues, dont les six langues officielles, l'allemand, le coréen, le croate, l'hébreu, l'islandais, le portugais, le serbe, le slovaque, le tagalog et le thaï. La collection imprimée de la Bibliothèque comprend des volumes en 123 langues et sa collection en ligne, en 85 langues.

5. Centres d'information des Nations Unies et Centres des visiteurs de l'ONU

45. Le rôle du réseau des centres d'information des Nations Unies a été déterminant pour relayer les messages de l'ONU dans diverses langues à travers le monde, sachant que les centres travaillent souvent directement dans la langue cible. Les 59 centres d'information opérationnels utilisent régulièrement 27 langues, voire, à certains moments, jusqu'à 124 langues⁸. Au 30 septembre 2020, les centres d'information des Nations Unies avaient traduit les objectifs de développement durable et les documents connexes en 104 langues. Les centres ont joué un rôle clé en rendant les déclarations du Secrétaire général accessibles dans les langues locales. Le Centre d'information des Nations Unies à Nairobi, par exemple, s'est efforcé de fournir à son public local des supports traduits en kiswahili. Les centres d'information des Nations Unies ont également participé activement aux célébrations liées aux langues : au cours de la période considérée, ils ont organisé 20 activités, dans 31 langues, pour marquer ces occasions. Outre la production de contenus en plusieurs langues, les centres d'information ont aussi contribué à la diffusion, au niveau local, de produits de communication multilingues provenant d'autres entités, comme les supports élaborés par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à l'occasion du trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant.

46. Dans le cadre des réformes engagées par l'ONU en matière de développement, 44 centres d'information des Nations Unies ont été intégrés aux bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, et nombre de leurs sites Web et comptes de médias sociaux ont été fusionnés avec ceux des équipes de pays des Nations Unies. À ce jour, plus d'une centaine de sites Web intégrés d'équipes de pays offrent un contenu de haute qualité dans 21 langues officielles et locales, d'autres versions linguistiques étant lancées à mesure que le contenu est regroupé et traduit. Quant aux comptes de médias sociaux intégrés, ils diffusent des informations dans 32 langues officielles et locales. Au début de la pandémie de COVID-19, les centres d'information des Nations Unies et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont également joué un rôle clé en faisant traduire les documents de

⁸ Voir les tableaux 4 à 7 du document complémentaire.

prévention dans diverses langues afin de faciliter la sensibilisation des populations autochtones, des migrants et des divers groupes ethniques.

47. Dans les quatre principaux centres de conférence (New York, Genève, Vienne et Nairobi), les guides touristiques ont également contribué au multilinguisme en proposant régulièrement des visites dans 23 langues⁹ et dans d'autres langues lors d'occasions spéciales¹⁰. En 2019, près de 500 000 visiteurs ont été accueillis. Alors que les visites guidées en présentiel ont été suspendues au début de 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, les Centres des visiteurs ont rapidement mis au point de nouveaux formats leur permettant de continuer de faire visiter l'ONU dans plusieurs langues. Ils ont également tiré parti des compétences linguistiques de leur personnel pour concevoir des messages vidéo et d'autres supports d'information.

6. Communication interne et communication avec les États Membres

48. Lorsqu'elles répondent aux communications écrites des États Membres, de nombreuses entités utilisent la langue de la correspondance reçue, pour autant qu'il s'agisse d'une langue officielle de l'ONU. Le Centre des visiteurs de New York et l'équipe des médias sociaux du Département de la communication globale adoptent également cette approche lorsqu'ils répondent aux questions émanant du grand public. En ce qui concerne la langue de correspondance, les entités du Secrétariat utilisent généralement la langue indiquée dans le Livre bleu et les centres d'information des Nations Unies, les langues locales. Pour fluidifier les échanges et assurer une utilisation plus efficace des ressources limitées de l'Organisation, le personnel de toutes les entités continuera d'être encouragé à travailler directement dans la langue cible, en particulier lorsqu'il s'agit d'une langue de travail du Secrétariat.

49. La communication interne peut influencer sur la culture institutionnelle et être un outil puissant en créant un milieu de travail dans lequel les membres du personnel se sentent encouragés à utiliser, selon les situations, les différentes langues qu'ils maîtrisent ou à en acquérir de nouvelles.

50. Sur les sites intranet des entités du Secrétariat, en moyenne, 98 % du contenu est disponible en anglais (proportion qui n'a pas changé depuis 2018) et 16 % en français (soit une augmentation de 23 % depuis 2018). Les entités seront informées des fonctionnalités linguistiques offertes par SharePoint, un outil Microsoft qui a été introduit au cours de la période à l'examen en remplacement de Unite Connections, mis hors service. Si l'intégration des missions dans iSeek a permis d'accroître le contenu disponible en français, il subsiste un déséquilibre global entre les langues de travail dans les communications internes, qu'il faudra réduire afin de favoriser un environnement de travail inclusif et accueillant, conformément aux conditions minimales pour le recrutement du personnel établies par l'Assemblée générale dans sa résolution 2480 (XXIII). Les efforts visant à mieux traduire en interne l'attachement de l'Organisation au multilinguisme se poursuivront, et ce, dans un objectif de résultat. Le Bureau de l'informatique et des communications, avec l'aide du Coordonnateur pour le multilinguisme, fera connaître les outils de communication qui pourraient contribuer au multilinguisme.

⁹ Anglais, allemand, arabe, bulgare, chinois, coréen, espagnol, français, hébreu, hindi, hongrois, italien, japonais, kiswahili, néerlandais, ourdou, portugais, roumain, russe, slovaque, suisse allemand, tchèque et turc.

¹⁰ À l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle, le Centre des visiteurs à Nairobi a proposé des visites en kikuyu, l'une des langues parlées dans le pays hôte. Lors de la Journée internationale des langues des signes, le Centre des visiteurs de Genève a proposé des visites en langues des signes internationale et française.

51. Depuis que la responsabilité de diffuser les communications au personnel a été transférée, en avril 2020, du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité au Département de la communication globale, toutes ces communications ont été diffusées en anglais, et environ la moitié en français. L'équipe iSeek du Département de la communication globale encourage systématiquement les entités à soumettre leurs projets dans les deux langues de travail et donne l'exemple en publiant ses propres messages dans les deux langues de travail. Quant au Département de l'appui opérationnel, il a diffusé ses documents sur la COVID-19 en anglais et en français. Comme suite à la demande faite par l'Assemblée générale, le Secrétariat a continué de donner aux États Membres l'accès aux informations multilingues disponibles sur iSeek en réorganisant le site à l'usage des délégations (<https://www.un.org/fr/delegate/>).

52. Si la plupart des entités ont déclaré n'utiliser que l'anglais lors des réunions entre le personnel et l'administration, quelques-unes ont eu recours à l'interprétation en anglais et en français ou ont répondu aux questions de manière interchangeable dans l'une ou l'autre langue¹¹, et d'autres ont utilisé d'autres langues lors de leurs réunions-débats afin d'échanger avec toutes les catégories de personnel¹².

B. Gestion

1. Mesures transversales

53. Comme le prévoit la résolution 71/328 de l'Assemblée générale, depuis 2018, le contrat de mission des hauts fonctionnaires, y compris les représentants spéciaux du Secrétaire général dans les missions, comporte des exigences liées au multilinguisme et/ou aux considérations linguistiques.

54. Sur les 64 entités qui ont soumis des contributions sur ce sujet, 20 missions¹³ ont indiqué qu'elles avaient intégré le multilinguisme dans leur planification et leur budget, et 35 autres entités¹⁴ ont indiqué qu'elles avaient intégré le multilinguisme dans leur plan de travail.

¹¹ Le BINUH, le Département de l'appui opérationnel, le Département des opérations de paix, la MINUSMA, la MINUSCA, la MONUSCO, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, l'Office des Nations Unies à Genève, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel – l'Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria.

¹² La CEPALC, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies et la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie ont utilisé l'espagnol ; la MINUSCA a utilisé le sango ; la MINUAD et la MINUAAH ont utilisé l'arabe ; le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale a utilisé le russe ; le PNUE et la FISNUA ont utilisé des langues locales.

¹³ Le BINUH, la MINUSMA, la MONUSCO, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar, la MANUI, la MINUAD, la FNUOD, l'UNFICYP, la FINUL, la FISNUA, la MINUK, la MINUSS, l'UNMOGIP, le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban et la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie.

¹⁴ Le Département des affaires économiques et sociales, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, le Département de la communication globale, le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, le Département de l'appui opérationnel, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Département des opérations de paix, le Département de la sûreté et de la sécurité, la CEA, la CEE, la CEPALC, la

55. Neuf entités¹⁵ ont indiqué que des objectifs supplémentaires en faveur du multilinguisme avaient été incorporés dans le contrat de mission de leurs hauts fonctionnaires, et donc que le multilinguisme avait été pleinement intégré dans le plan de travail des divisions concernées.

56. On peut voir, à travers de nombreux exemples, que diverses entités au Secrétariat ont intégré le multilinguisme dans leur quotidien, notamment grâce à des analyses approfondies des besoins linguistiques de leurs composantes et clients, et ce, dès la phase de planification.

57. Pour mesurer les progrès accomplis en matière de multilinguisme, il faut également avoir accès à des données métriques ventilées par langue afin d'appuyer la prise de décision fondée sur des données, conformément à la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout. De nombreuses entités du Secrétariat ont développé des outils à cette fin. Cependant, toutes les entités ne disposent pas actuellement de données métriques ventilées par langue ; la possibilité d'améliorer la prise de décision et la prestation de conseils en exploitant le potentiel des données demeure une priorité pour l'Organisation.

2. Gestion des conférences

58. Dans son rapport sur le plan des conférences (A/75/89), le Secrétaire général fait le point sur les innovations apportées à la gestion des conférences dans les quatre principaux centres de conférence.

59. La pandémie de COVID-19 et les problèmes de liquidités ont eu de sérieuses répercussions sur les services de conférence dans l'ensemble du Secrétariat. En ce qui concerne les services de documentation multilingue destinée aux organes intergouvernementaux, la planification de la charge de travail a été considérablement perturbée du fait de la soumission de nombreux documents non prévus ayant trait à la pandémie. Cette charge de travail supplémentaire a encore accru la pression exercée sur les services de documentation, dont les capacités avaient déjà été affectées par le gel des recrutements imposé en raison des problèmes de liquidités. Dans l'ensemble, les services de traduction et d'appui ont pu poursuivre leurs activités, les principaux outils de production utilisés par ces services étant déjà en ligne et le personnel linguistique pouvant y accéder à distance. Un certain nombre d'accords de partage de la charge de travail entre les centres de conférence et les groupes professionnels¹⁶ ont

CESAP, la CESAO, le Bureau de la déontologie, le Bureau de l'administration de la justice, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Bureau de lutte contre le terrorisme, le Bureau des affaires de désarmement, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, le BSCI, le Bureau des affaires juridiques, le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, le Bureau de la Défenseuse des droits des victimes, la CNUCED, le Bureau de la coordination des activités de développement, le PNUE, l'Office des Nations Unies à Genève, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, l'Office des Nations Unies à Nairobi et l'Office des Nations Unies à Vienne/ONU DC.

¹⁵ Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, le Département de la communication globale, le Département de l'appui opérationnel, la MANUI, la MINUK, l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Nairobi et l'Office des Nations Unies à Vienne/ONU DC.

¹⁶ Par exemple, avant la mise en place des réunions virtuelles, les diverses compétences linguistiques des interprètes ont été mises à profit dans le cadre de la traduction d'un certain nombre de documents et de supports liés à la COVID-19.

également été mis en place afin d'utiliser au mieux les capacités. L'objectif était de parvenir à distribuer simultanément les documents officiels dans toutes les langues prescrites, même si les délais prescrits n'ont pas toujours pu être respectés. Si ces résultats sont le fruit du professionnalisme et du dévouement dont a fait preuve le personnel linguistique malgré des circonstances particulièrement difficiles, il convient de noter que cette approche n'est pas tenable à long terme.

60. Les outils linguistiques en ligne mis au point en interne par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences se sont avérés essentiels pour garantir la diffusion d'un contenu multilingue de haute qualité au niveau mondial. Par exemple, l'adoption par l'Organisation mondiale de la Santé de l'outil de traduction assistée par ordinateur mis au point par le Département (eLUNa) et de la base de données terminologique des Nations Unies (UNTERM) a permis de mettre à la disposition de toutes les organisations et du grand public la terminologie relative à la COVID-19 dans les six langues officielles, contribuant ainsi à la qualité et à la cohérence de la documentation multilingue produite dans l'ensemble du système des Nations Unies. Les interprètes du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et le personnel du Département de la communication globale ont bénéficié d'un accès et d'une formation à eLUNa et à la fonction de recherche qui y est intégrée (eLUNa search) afin de pouvoir concourir à la traduction d'une grande quantité de documents relatifs à la COVID-19, diffusés dans les six langues officielles sur le site Web de l'ONU, dont le nouveau portail consacré à la riposte à la COVID-19 (<https://www.un.org/fr/coronavirus>).

61. En ce qui concerne le service des réunions, les mesures restreignant la tenue des réunions en présentiel ont tout de suite eu un impact important, dans la mesure où elles ont entraîné un grand nombre d'annulations et de reports de réunions inscrites au calendrier. Lorsque les réunions ont pu reprendre, la capacité des salles a été considérablement réduite dans tous les centres de conférence en raison des protocoles de distanciation physique en place, posant un défi important pour la gestion des réunions.

62. En 2020, pour assurer la continuité des activités, les services d'interprétation, en collaboration avec le Bureau de l'informatique et des communications et la Division des achats, ont introduit avec succès des méthodes de travail à distance, dans un délai relativement court, ce qui a été rendu possible grâce à la culture d'innovation et d'agilité qui prévaut. Dans le cadre des procédures de passation de marché concernant les plateformes de réunion et d'interprétation à distance, des services d'interprétation représentant plusieurs centres de conférence et lieux d'affectation¹⁷ ont participé activement à la mise à l'essai de ces plateformes et élaboré des directives en vue de la tenue de réunions virtuelles. Toujours en 2020, les interprètes ont conçu des tests et des cours de formation en ligne pour les interprètes indépendants et d'autres publics dans le cadre de leurs efforts de planification de la relève.

63. En dépit de ces efforts, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a reçu des plaintes du Comité des droits des personnes handicapées et d'autres organes conventionnels concernant le manque d'accessibilité des plateformes d'interprétation simultanée à distance pour les personnes malvoyantes, plaintes dont il a pris note. Le Haut-Commissariat a également appelé l'attention sur les coûts liés à l'exploitation de ces plateformes. Ces informations ont été communiquées aux fournisseurs privés propriétaires de ces plateformes, qui se sont dits résolus à améliorer leurs services.

¹⁷ Le Siège de l'ONU, l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Vienne et l'Office des Nations Unies à Nairobi, ainsi que la CEA, la CEPALC, la CESAP et la CESAO, ont participé à cette phase de test.

64. Au niveau du Secrétariat, il a été relevé que, indépendamment de la disponibilité des ressources, la traduction n'était pas toujours une option réaliste, en particulier pour les documents techniques et/ou urgents. Le Département de la sûreté et de la sécurité a noté qu'il était difficile de trouver des traducteurs travaillant dans les langues locales et possédant des connaissances spécialisées en matière de sécurité, même lorsque les ressources étaient disponibles. La MINUSMA a fait remarquer que le taux élevé d'analphabétisme constituait un obstacle, les documents écrits traduits dans les langues locales n'ayant pas l'efficacité voulue. En outre, les entités qui sont fortement tributaires de financements extrabudgétaires ont fait observer qu'il était particulièrement difficile d'obtenir des contributions volontaires destinées à la traduction, surtout dans les six langues officielles, et qu'il était donc nécessaire d'établir des priorités. Les donateurs exigeaient souvent que la traduction soit effectuée uniquement dans leur langue et/ou dans la langue perçue comme la plus pertinente aux fins de la mise en œuvre du projet. La plupart des entités ont fait état d'un manque de ressources humaines ou budgétaires consacrées à la traduction des documents et supports non officiels, en particulier les traductions des sites Web, en conséquence de quoi la priorité a été donnée aux langues les plus pertinentes à des fins de communication. D'autres ont mentionné qu'il devait être tenu compte des problèmes de sécurité de l'information lors de l'externalisation des traductions. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a dit être à la disposition des diverses entités pour continuer de leur apporter des conseils professionnels afin de les aider à optimiser leurs projets de traduction.

65. Face à ces défis, les entités du Secrétariat ont développé différentes stratégies. Certaines entités ont pleinement intégré le multilinguisme dans leurs activités et planifient les besoins en la matière, tandis que d'autres prennent des dispositions pour que la traduction ou l'interprétation entre dans le cadre de la réalisation de projets financés par des ressources extrabudgétaires. D'autres entités utilisent des outils de traduction automatique, ont recours à des Volontaires des Nations Unies ou à des consultants, ou font appel au marché privé pour se procurer les services de traduction voulus. Plusieurs ont indiqué qu'il serait bénéfique d'avoir un contrat global pour toutes les entités du Secrétariat, un accès aux outils professionnels utilisés par les traducteurs de l'ONU et/ou des mécanismes de financement plus cohérents pour les besoins de traduction et d'interprétation non officiels. Certaines entités se sont associées à des établissements universitaires, à des organisations non gouvernementales ou à des organisations internationales pour faire traduire leurs communications à titre gracieux, tandis que d'autres ont organisé des ateliers, des séances de formation et une coopération technique directement dans la langue locale.

66. En 2020, tirant parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a produit une première série de résolutions de l'Assemblée générale lisible par machine dans les six langues officielles. Ces documents ont été mis à la disposition du grand public et ont servi à la production automatique du volume I des résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session [A/75/49 (Vol. I)] : le volume a été publié simultanément dans les six langues officielles avec six mois d'avance sur le calendrier habituel.

3. Gestion des ressources humaines

Politiques

67. Que ce soit dans le domaine de l'informatique et des communications, dans les activités de fond ou dans le cadre de la gestion, le personnel joue un rôle central dans l'intégration du multilinguisme dans l'ensemble de l'Organisation. L'adhésion du personnel permet de cultiver collectivement une culture institutionnelle qui fait du

multilinguisme une valeur fondamentale et de maintenir le régime linguistique en place à l'ONU, dans la limite des ressources existantes. Cela a permis à l'Organisation de répondre aux besoins linguistiques de ses membres, notamment ses organes, les États Membres et les pays hôtes, ainsi que la société civile dans son ensemble.

68. En conséquence, le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, avec l'appui du Coordonnateur, est en train d'intégrer le multilinguisme dans plusieurs projets stratégiques en cours dans le domaine des ressources humaines, notamment en révisant le référentiel de compétences des Nations Unies, en élaborant une nouvelle approche de la mobilité, en mettant en œuvre un cadre stratégique de gestion prévisionnelle des besoins en personnel et en élaborant une stratégie d'apprentissage à l'échelle mondiale.

69. Parallèlement, la Division de l'appui opérationnel et l'Office des Nations Unies à Genève, en consultation avec le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, ont affiné le Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les langues, qui donne une définition commune des quatre niveaux de compétence linguistique – niveaux I à IV – en usage à l'ONU. Ces niveaux permettront de favoriser l'utilisation de critères d'évaluation communs pour les examens d'aptitudes linguistiques et seront utiles dans le cadre des activités d'organisation des carrières et de recrutement et faciliteront la création d'un programme d'études commun dans les six langues officielles. Des efforts ont été déployés pour faire connaître le Cadre pour les langues auprès des parties concernées et du personnel. Les nouveaux critères d'évaluation en vue des examens ont été établis sur la base des descripteurs du niveau III de compétence linguistique et le catalogue d'apprentissage des langues est aligné progressivement sur les niveaux de compétence linguistique susmentionnés. Le Cadre devrait être officialisé dans une circulaire du Secrétaire général, qui sera publiée en 2021, ouvrant la voie à l'alignement des procédures connexes en matière de ressources humaines.

70. À la suite de l'enquête du personnel sur le multilinguisme et les compétences linguistiques, menée en 2019 par le Coordonnateur avec le soutien du Bureau des ressources humaines (voir par. 15), le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et la Division de l'appui opérationnel ont lancé un projet pilote visant à démontrer comment le multilinguisme peut être utilisé dans la gestion des aptitudes. Le projet a fait fond sur les niveaux de compétences linguistiques définis dans le Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les langues afin d'élaborer une méthode cohérente qui permette de définir les exigences linguistiques et de recenser les lacunes existant en matière de compétences linguistiques. L'objectif ultime était de recueillir des informations sur les compétences linguistiques du personnel et d'aider les entités respectives en matière de prise de décision.

71. Plusieurs entités du Secrétariat ont exprimé leur intérêt pour de telles initiatives, tandis que d'autres, comme le Département de la sûreté et de la sécurité, le Bureau de la déontologie, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies et la FINUL, avaient déjà mis en place des mécanismes ad hoc pour recenser les compétences linguistiques de leur personnel et les éventuelles lacunes en matière de capacités.

Recrutements et affectations

Exigences linguistiques

72. Comme l'a déclaré le Secrétaire général dans son rapport intitulé « Stratégie globale des ressources humaines 2019-2021 : pour plus d'efficacité, de transparence et de responsabilité à l'Organisation des Nations Unies » (A/73/372), une ONU forte, dotée de fonctionnaires internationaux sachant s'adapter, polyvalents, multilingues et

indépendants, est plus que jamais nécessaire. Traditionnellement, le recrutement et le perfectionnement du personnel ont été les principaux instruments permettant de conserver une main-d'œuvre multilingue possédant les compétences linguistiques adéquates pour relever les défis du XXI^e siècle, qui requièrent davantage de flexibilité et d'adaptabilité et exigent de se soucier davantage du client. Avec la suppression, le 1^{er} janvier 2017, des incitations à l'étude des langues pour les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur, en application de la résolution 70/244 de l'Assemblée générale, le recrutement devient le principal outil pour façonner le personnel multilingue du Secrétariat. Si les compétences linguistiques deviennent une exigence au stade du recrutement, cela peut inciter les membres du personnel à acquérir d'autres langues, dans la mesure où cela leur ouvrirait des perspectives d'avancement. En l'absence de données complètes sur les connaissances linguistiques du personnel, les compétences linguistiques exigées dans les avis de vacance de poste sont un indicateur utile pour évaluer la situation du multilinguisme au Secrétariat et les progrès accomplis dans la constitution d'un effectif multilingue.

73. L'analyse détaillée figurant dans le précédent rapport sur le multilinguisme (A/73/761) a été mise à jour ci-dessous en utilisant 2019 comme année de référence pour le cycle actuel¹⁸. Bien que l'Assemblée générale ait réaffirmé, dans sa résolution 71/263 sur la gestion des ressources humaines et dans des résolutions antérieures sur le même sujet, la nécessité de respecter la parité des langues de travail du Secrétariat, seule une minorité d'avis de vacance de poste exige l'anglais ou le français (68 avis de vacance de poste en 2019, soit 1,13 % de tous les avis¹⁹ publiés en 2019). Sur la base des informations provenant d'Inspira, il semble également que la connaissance de la ou des langues officielles parlées dans les pays hôtes des entités sur le terrain n'est pas toujours exigée pour le recrutement du personnel entre lieux d'affectation ou au sein de ceux-ci. Sur 103 entités distinctes inventoriées dans Inspira pour l'année 2019²⁰, 47 (45,6 %) n'exigeaient pas la connaissance de langues autres que l'anglais dans leurs avis de vacance de poste, tandis que 90 (87,4 %) exigeaient l'anglais dans tous les avis de vacance de poste, parfois en plus d'autres langues²¹. Dans l'ensemble, les déséquilibres observés dans le précédent rapport entre les langues de travail ou les langues officielles se sont creusés en 2019, toutes les langues stagnant ou diminuant à l'exception de l'anglais, comme le montre la figure IV²². Cette tendance est également observée dans les quatre principaux centres de conférence, y compris à Genève²³, où le français était exigé dans 14,9 % des avis de vacance de poste publiés en 2019 (soit une baisse de 13,62 % depuis 2017). On constate également des écarts entre les entités, selon la famille d'emplois, y compris dans les missions sur le terrain où la connaissance de plusieurs langues est traditionnellement exigée. En 2019, une mission établie dans un pays francophone comptant plus de 40 % de personnel local, par exemple, a exigé le français et l'anglais

¹⁸ Les chiffres annuels peuvent être faussés en raison du gel temporaire des recrutements imposé en 2019 en réaction à la crise de liquidités qui a sévi à l'échelle du Secrétariat.

¹⁹ Comprend les vacances de poste, les vacances de poste temporaire, les avis de concours et les avis de stage.

²⁰ Le nombre d'entités est plus élevé dans Inspira que dans l'ensemble du Secrétariat, certaines missions ayant fermé et de nouveaux bureaux ayant ouvert au cours de la période considérée.

²¹ Les 14 entités suivantes ont publié en 2019 un ou plusieurs avis de vacance de poste, dans lesquels l'anglais n'était pas exigé : le BINUH, le Département des affaires économiques et sociales, le Département de la communication globale, la Commission économique pour l'Afrique, la CEPALC, la CESAP, la MINUSCA, la MINUSMA, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, la CNUCED, le Bureau de la coordination des activités de développement, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'Office des Nations Unies à Genève.

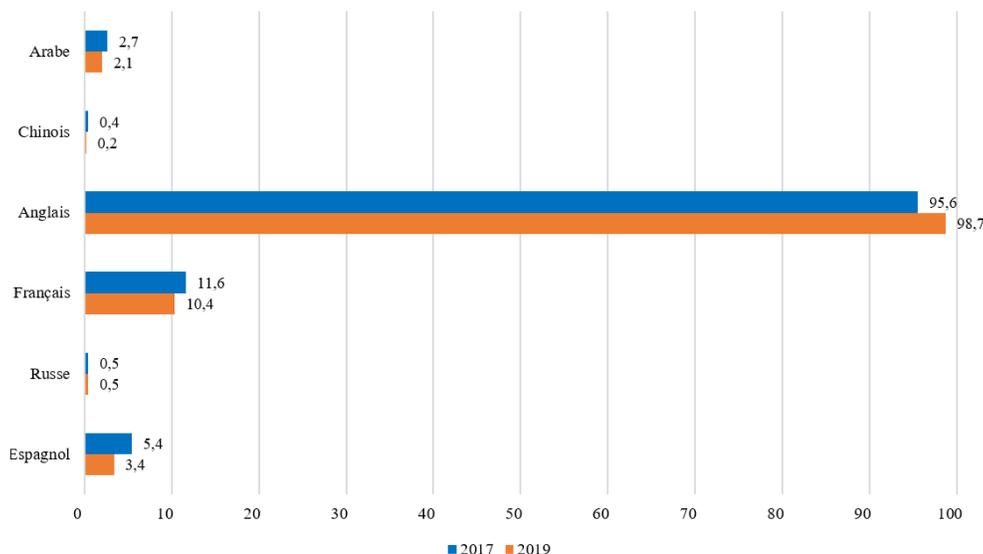
²² A/73/761, par. 42 à 49.

²³ Genève renvoie à tous les postes établis dans la ville, pas seulement ceux relevant de l'Office des Nations Unies à Genève.

dans 100 % de ses avis de vacance de poste ayant trait aux questions politiques ou humanitaires ou à la paix, mais dans seulement 38 % des avis de vacance de poste dans le domaine de la gestion et de l'administration et 9 % des avis de vacance de poste dans le domaine de la logistique, du transport et de la chaîne d'approvisionnement.

Figure IV

Exigences linguistiques figurant dans les avis de vacance de poste publiés en 2017 et 2019, par langue officielle exigée (en pourcentage)



Source : Inspira.

Note : Les pourcentages rendent compte du nombre total d'avis de vacance de poste publiés : lorsque des compétences sont exigées dans plus d'une langue dans les avis de vacance de poste, elles sont comptabilisées au titre de chacune des langues concernées.

74. Conformément au dispositif de délégation de pouvoir entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019, les hauts fonctionnaires seront informés régulièrement de la place accordée au multilinguisme dans le recrutement au sein de leurs entités respectives, l'objectif étant de les sensibiliser, de mieux faire respecter le principe de responsabilité et de les encourager à mettre en place des mesures correctives, le cas échéant. En tant que chef d'une Organisation axée sur le terrain et à composition universelle, le Secrétaire général continuera d'exercer son autorité pour encourager la diversité linguistique du personnel, l'objectif étant de favoriser un environnement enrichissant pour toutes et tous, de produire des gains d'efficacité, d'accroître la transparence et d'améliorer la performance globale de l'Organisation.

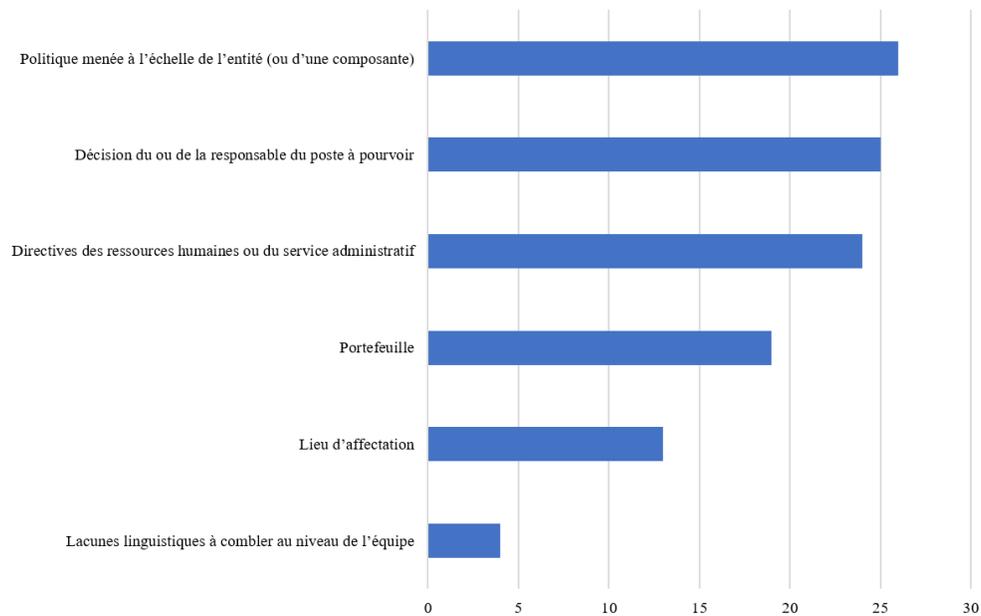
75. Étant donné que les hauts fonctionnaires ont la responsabilité de donner le ton concernant le multilinguisme à l'Organisation et compte tenu du rôle que jouent les compétences linguistiques dans l'établissement de bonnes relations et dans l'exécution des mandats, le Cabinet du Secrétaire général continuera de faire figurer des informations sur les compétences linguistiques des hauts fonctionnaires dans les avis de nomination les concernant.

76. Comme observé précédemment, les entités du Secrétariat ont déclaré utiliser une grande diversité de critères pour fixer les compétences linguistiques exigées. Dans certaines entités, les services des ressources humaines ont adopté une approche proactive pour faire en sorte que les responsables des postes à pourvoir sachent

comment établir correctement les exigences linguistiques dans les avis de vacance de poste. Dans d'autres, aucune directive précise n'a été reçue, autre que celle communiquée par le Bureau des ressources humaines dans son Manuel relatif au dispositif de sélection du personnel, tandis que d'autres encore ont signalé que seule la connaissance de l'anglais était exigée pour tous les postes de l'entité considérée. On trouvera récapitulés à la figure V les facteurs pris en compte, parfois de manière cumulative, dans la définition des exigences linguistiques énoncées dans les vacances de poste, par entités du Secrétariat.

Figure V

Facteurs pris en compte dans la définition des exigences linguistiques énoncées dans les avis de vacance de poste, par nombre d'entités du Secrétariat ayant répondu (au 30 septembre 2020)



Source : Enquête menée par le Coordonnateur pour le multilinguisme auprès de toutes les entités du Secrétariat.

77. Au cours de la période considérée, le Bureau des ressources humaines a mis à jour les versions anglaise et française du Manuel relatif au dispositif de sélection du personnel, y compris les directives sur l'établissement des exigences linguistiques dans les avis de vacance de poste. Puisqu'il incombe aux responsables des postes à pourvoir de définir les exigences linguistiques énoncées dans les avis de vacance de poste et que les décisions individuelles jouent un rôle important dans la constitution d'une main-d'œuvre multilingue, le Bureau des ressources humaines continuera de fournir des directives à l'échelle du Secrétariat dans ce domaine et à mettre ses documents en adéquation avec le nouveau Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les langues.

Évaluation des compétences linguistiques

78. Lorsqu'un certain niveau de maîtrise d'une langue est exigé dans un avis de vacance de poste, ces connaissances linguistiques constituent un critère d'admissibilité. La procédure de sélection doit établir que les candidats répondent à tous les critères d'admissibilité. En revanche, lorsque la maîtrise d'une langue est considérée comme souhaitable, ou comme un atout ou un avantage, elle peut être

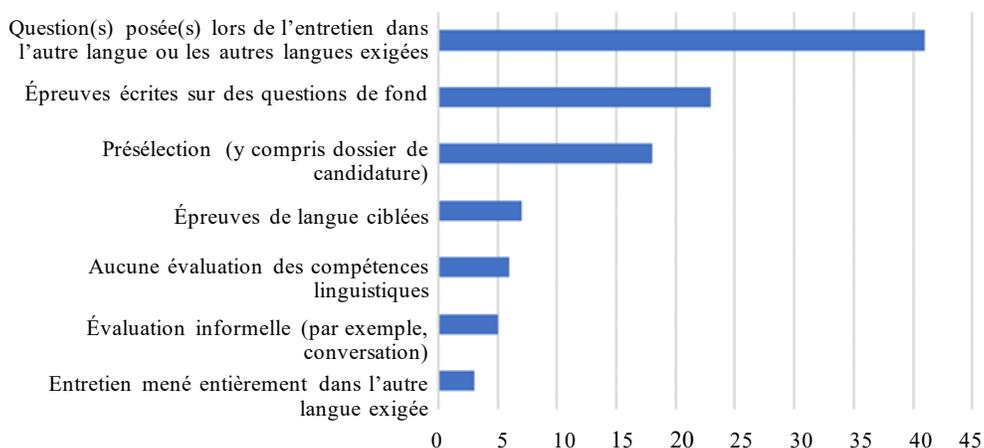
utilisée pour déterminer l'aptitude d'un candidat au poste, mais ne doit pas être évaluée au cours de la procédure de sélection.

79. Sur la base des informations reçues des entités du Secrétariat, il semble que les responsables des postes à pourvoir ont tendance à suivre une approche restrictive lorsqu'ils fixent les critères d'admissibilité à faire figurer dans les avis de vacance de poste. Les connaissances linguistiques sont souvent utilisées pour déterminer l'aptitude et établir une liste restreinte de candidats, le cas échéant.

80. Les entités du Secrétariat continuent d'utiliser diverses méthodes, parfois de manière cumulative, pour évaluer les aptitudes linguistiques, comme le résume la figure VI. La méthode privilégiée consiste à poser une ou plusieurs questions dans les langues exigées lors de l'entretien axé sur les compétences, ce qui pose certaines difficultés pratiques, comme il est décrit dans le rapport précédent (A/73/761, par. 59). Plusieurs entités ont mis en place des stratégies pour surmonter ces difficultés. En ce qui concerne le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, pour les postes non linguistiques, lorsqu'aucun membre du jury ne dispose des compétences linguistiques requises, il est conseillé aux responsables des postes à pourvoir d'intégrer l'évaluation des compétences linguistiques dans les tests techniques. La CESAO, qui considère qu'un personnel multilingue est une condition essentielle à l'exécution de ses mandats, a mis au point des outils d'évaluation linguistique innovants : les candidats à des postes non linguistiques passent une épreuve préliminaire, qui se fait au moyen d'entretiens vidéo et d'exercices de rédaction en ligne sur des plateformes tierces, garantissant ainsi l'égalité de traitement des candidats, de sorte que seuls ceux qui répondent aux critères d'admissibilité fixés dans l'avis de vacance de poste parviennent à l'étape suivante de la procédure de sélection.

Figure VI

Méthodes d'évaluation des compétences linguistiques lors de la procédure de sélection du personnel au Secrétariat, en nombre d'entités ayant répondu (au 30 septembre 2020)



Source : Enquête menée par le Coordonnateur pour le multilinguisme auprès de toutes les entités du Secrétariat.

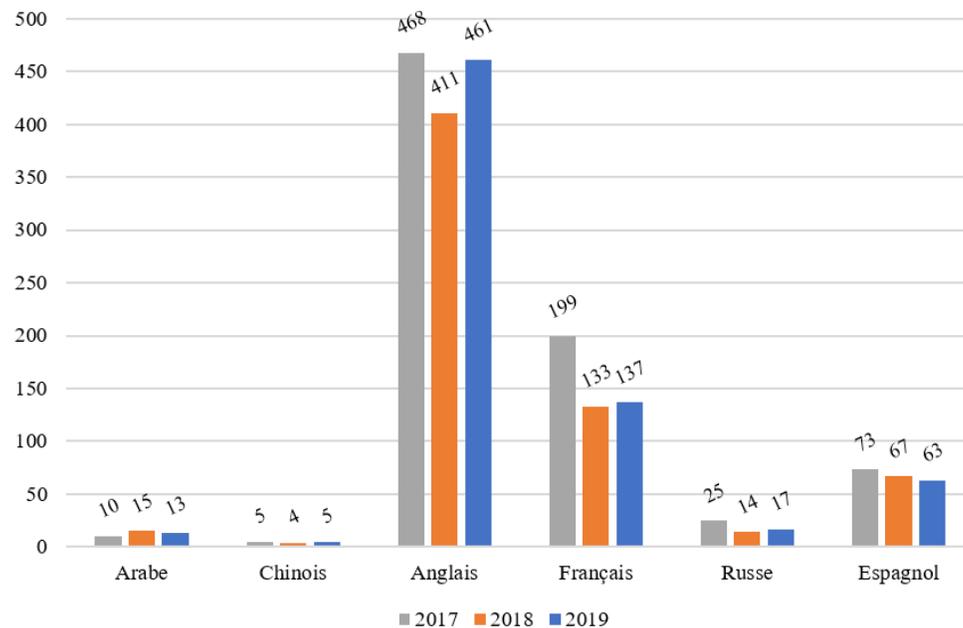
81. Afin de parvenir à un effectif multilingue au Secrétariat, toutes les entités seront encouragées à faire preuve de cohérence dans l'évaluation des compétences linguistiques exigées (et, dans la mesure du possible, souhaitables) des candidats, y compris dans la ou les langues de travail applicables, conformément à la résolution 2480 B (XXIII) [paragraphe 1 a) i)], en utilisant le nouveau Cadre de l'Organisation

des Nations Unies pour les langues comme guide de référence. La Division de l'appui opérationnel et le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité devront continuer de fournir des directives dans ce domaine, notamment sur la composition des jurys d'entretien, les méthodes d'évaluation et les outils disponibles.

82. L'un de ces outils est l'examen d'aptitudes linguistiques, un test interne conçu pour évaluer la connaissance que les membres du personnel ont d'une langue officielle autre que leur langue maternelle. La réussite de cet examen donne droit, pour les agents de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées, au versement d'une prime de connaissances linguistiques, dont les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur pouvaient également bénéficier avant 2017 ²⁴. L'examen a été revu de fond en comble au cours de la période considérée. C'est la Division de l'appui opérationnel qui est désormais chargée de le faire passer. Avec le soutien du Bureau de l'informatique et des communications, elle en a automatisé l'administration ; l'examen se fait maintenant sur une plateforme en ligne. Grâce à ces améliorations, le nombre de demandes a augmenté de manière importante pour toutes les langues en 2020, notamment les demandes émanant de membres du personnel en poste dans des lieux excentrés. Le fait que l'examen se fasse en ligne a également permis de continuer à l'administrer malgré la pandémie de COVID-19. On constate, d'après la figure VII, que l'arrêt des incitations à l'étude des langues n'a pas empêché les membres du personnel du Secrétariat de l'ONU de continuer de présenter l'examen d'aptitudes linguistiques.

Figure VII

Nombre de candidats invités à passer l'examen d'aptitudes linguistiques, par langue



Source : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité (2017 et 2018) et Département de l'appui opérationnel (2019).

Note : L'ensemble complet de données pour 2020 sera disponible dans le courant de l'année 2021.

²⁴ Les incitations à l'étude des langues ont été supprimées au 1^{er} janvier 2017, en application de la résolution 70/244 de l'Assemblée générale.

Formation

83. Outre les recrutements et les affectations, la formation et le perfectionnement du personnel constituent un moyen important de cultiver le multilinguisme et de développer une main-d'œuvre multilingue.

Entrée en fonctions

84. Considérant que le multilinguisme doit commencer dès la sélection et l'accueil du personnel, la Division de l'appui opérationnel a développé, avec l'appui du Bureau de l'informatique et des communications, une nouvelle interface Inspira pour l'utilisateur en anglais et en français pour l'exécution des démarches liées à l'entrée en fonctions. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a organisé des cafés d'information dans les langues officielles de l'Organisation dans le cadre de son programme d'apprentissage par les pairs, tandis que le Bureau de la coordination des activités de développement a tiré parti de toutes les activités d'information et de communication pour souligner l'importance du multilinguisme, notamment dans ses webinaires de formation initiale destinés aux spécialistes chargés des activités de communication et de sensibilisation nouvellement recrutés.

Formation sur des sujets de fond et formation obligatoire

85. Le multilinguisme a été de plus en plus intégré dans la formation portant sur des sujets de fond, notamment dans les activités de formation obligatoires²⁵, dont beaucoup sont disponibles en anglais et en français, conformément à un engagement pris de longue date par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, et dans d'autres langues chaque fois que cela est possible, comme le cours « BSAFE », élaboré par le Département de la sûreté et de la sécurité, qui est disponible dans les six langues officielles. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a cherché à rendre les activités d'apprentissage et de perfectionnement disponibles dans plusieurs langues, en mettant à profit les capacités du personnel en poste au Siège et sur le terrain. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a organisé, avec l'aide de formateurs locaux, des activités de formation sur le terrain dans les langues concernées. Le Bureau des affaires juridiques a dispensé une formation de fond en anglais, en espagnol et en français, et occasionnellement en russe et même dans les langues locales, avec l'aide d'interprètes locaux, le cas échéant. Le Bureau de la coordination des activités de développement a organisé des formations et des webinaires dans telle ou telle langue pour les équipes de pays des Nations Unies. Le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies a fait savoir que ses services étaient fournis systématiquement dans les langues souhaitées par les bénéficiaires. Le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale a dispensé une formation en russe au personnel recruté sur le plan local, le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban a proposé des séances de formation en présentiel en arabe et en anglais, et l'Organe international de contrôle des stupéfiants à Vienne a élaboré des modules d'apprentissage en ligne en espagnol.

²⁵ Je connais le genre ; BSAFE (Sécurité de base sur le terrain) ; Prévention du harcèlement sexuel et des abus par le personnel des Nations Unies – travailler en harmonie ; Déontologie et intégrité aux Nations Unies ; Formation de base à la sécurité de l'information aux Nations Unies ; Prévenir la fraude et la corruption à l'ONU ; Responsabilités des Nations Unies en matière de droits de l'homme ; L'ONU avec nous – Le VIH sur le lieu de travail ; Prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

Formation linguistique

86. Les programmes de formation linguistique du Secrétariat, qui jouent également un rôle clé dans la constitution d'une main-d'œuvre multilingue, ont connu des changements importants au cours de la période considérée, accélérés par la pandémie de COVID-19 :

- Dans certains lieux précurseurs (le Siège et l'Office des Nations Unies à Genève notamment), les programmes de cours ont été entièrement repensés pour les aligner sur le nouveau Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les langues.
- Les différents lieux d'affectation ont diversifié leurs programmes de formation linguistique, proposant un mélange de cours en présentiel et en ligne (encadrés ou à un rythme personnalisé)²⁶ de durées variables et programmant les cours à différents moments de l'année²⁷ ou de la semaine pour répondre aux besoins d'effectifs diversifiés. Si les programmes de formation linguistique du Siège et de l'Office des Nations Unies à Genève ne proposent que des cours dans les six langues officielles, d'autres entités en proposent dans des langues non officielles, utiles à la performance et à l'intégration du personnel : l'Office des Nations Unies à Vienne propose des cours d'allemand ; la Commission économique pour l'Afrique, des cours d'amharique ; la CEPALC, des cours de portugais ; la MINUSCA, des cours de sango ; la MONUSCO, des cours de lingala et de kiswahili ; l'Office des Nations Unies à Nairobi, des cours de kiswahili et de portugais. En 2019 et 2020, la MINURSO a lancé un nouveau programme d'apprentissage des langues destiné au personnel civil et au personnel en tenue ; un programme similaire a été proposé par les pays qui fournissent des contingents à la FINUL. Certaines missions sur le terrain proposent, outre les cours de langue au sens strict, des formations sur des éléments culturels du pays hôte.
- Après la fermeture temporaire, au début de 2020, de nombreux locaux de l'ONU du fait de l'épidémie de COVID-19, plusieurs centres de conférence ont rapidement réaménagé les catalogues des cours proposés dans le cadre des programmes de formation linguistique pour favoriser la continuité des activités²⁸, tirant parti de ce qui avait été fait précédemment en matière de formation en ligne (comme décrit dans le document [A/73/761](#), paragraphes 61 à 65). Cela a permis à un plus grand nombre de membres du personnel du Secrétariat, en poste dans davantage d'endroits, y compris des missions éloignées, de bénéficier de possibilités d'apprentissage des langues comme jamais auparavant. Les membres du personnel dont les activités ont été considérablement affectées par la pandémie ont été encouragés à profiter des possibilités existantes pour apprendre des langues. Les célébrations relatives aux journées des langues ont systématiquement servi à promouvoir les programmes du Secrétariat en matière d'apprentissage des langues.

87. On trouvera aux figures VIII et XIII respectivement des informations statistiques sur les activités d'apprentissage des langues menées au Siège et à l'Office

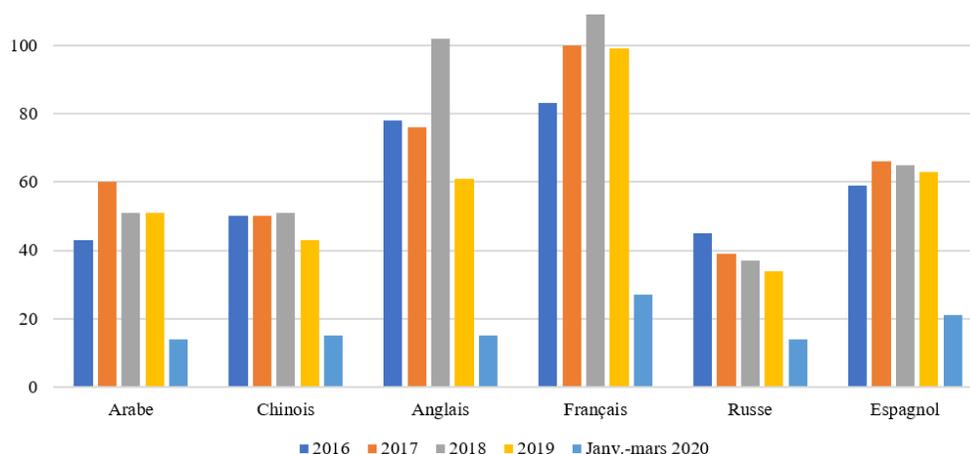
²⁶ Au cours de la période considérée, on a continué d'avoir recours aux licences de didacticiels linguistiques en ligne. Pour la seule année 2019, 696 licences ont été distribuées aux membres du personnel.

²⁷ À l'Office des Nations Unies à Nairobi, par exemple, un cours d'été de langue chinoise a été introduit pendant la période considérée.

²⁸ Les activités de certains programmes de formation linguistique, comme à la MINURSO, ont toutefois été complètement suspendues et n'ont pas encore repris, tandis que pour d'autres, comme à la FINUL, toutes les activités de formation en présentiel ont dû être annulées.

des Nations Unies à Genève depuis 2018, sur les apprenants ainsi que sur les ressources y associées²⁹.

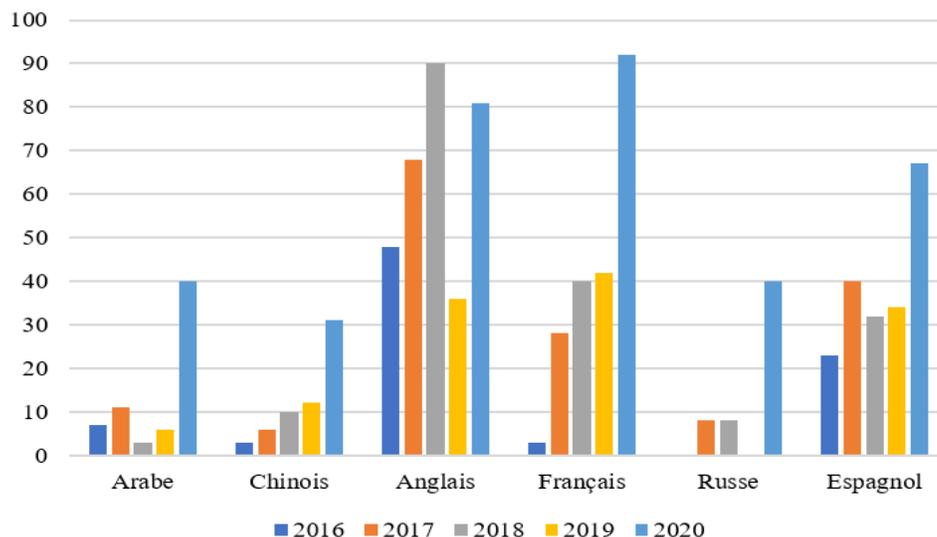
Figure VIII
Nombre d'activités de formation linguistique proposées en présentiel au Siège, par langue



Source : Division de l'appui opérationnel.

Note : N'y figurent pas les activités de formation personnalisée menées en présentiel en 2019 et 2020.

Figure IX
Nombre d'activités de formation linguistique proposées en ligne au Siège, par langue

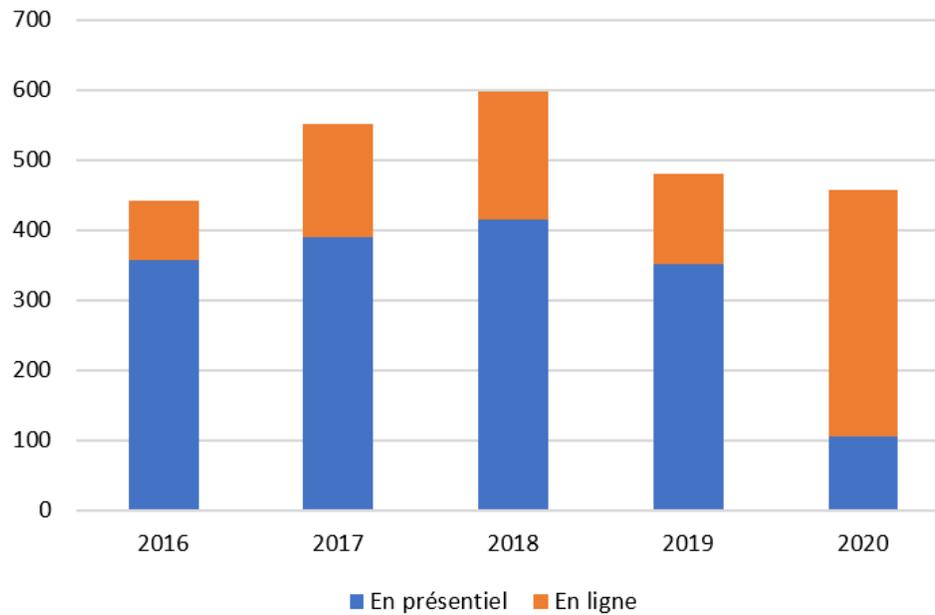


Source : Division de l'appui opérationnel.

Note : N'y figurent pas les activités de formation personnalisée menées en ligne en 2019 et 2020.

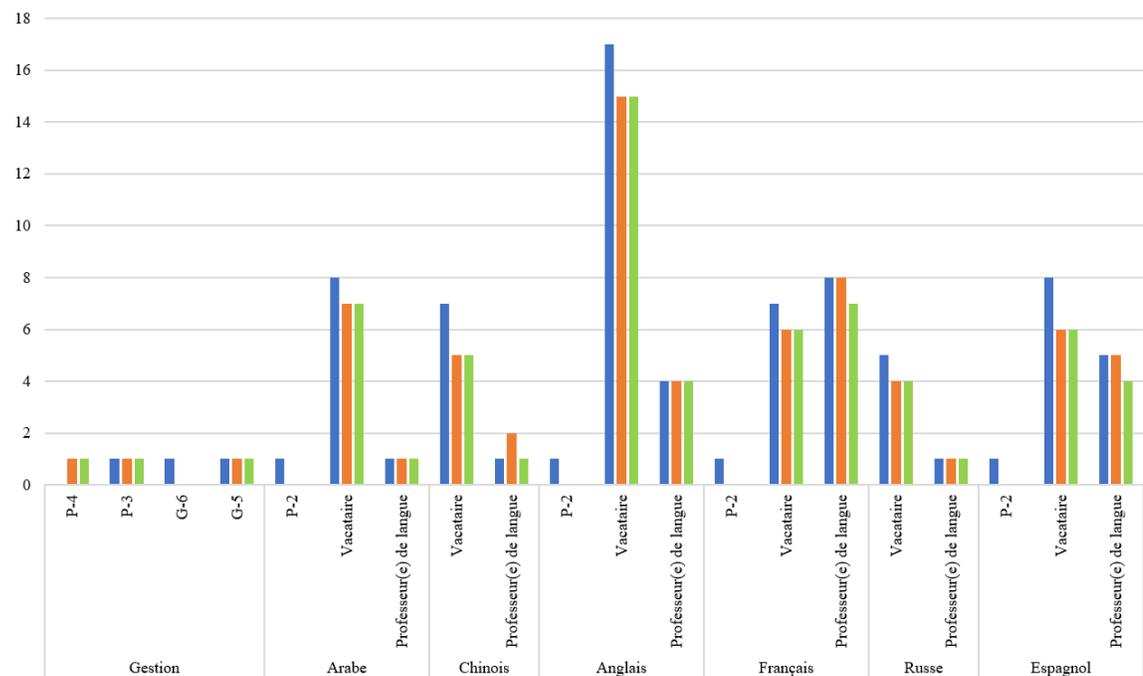
²⁹ Au cours de la période considérée, le Programme d'enseignement des langues et des techniques de communication au Siège, qui relevait auparavant du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, a été réorganisé : il est devenu le Groupe de la formation Langues et communication et a été transféré au Département de l'appui opérationnel.

Figure X
Nombre d'activités de formation linguistique proposées au Siège, par année



Source : Division de l'appui opérationnel.

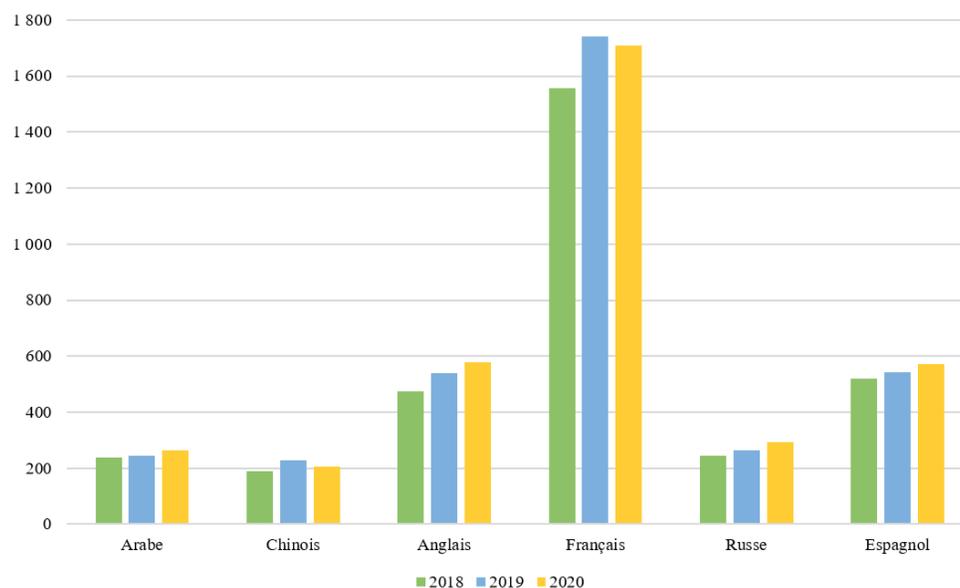
Figure XI
Nombre de personnes affectées à la formation linguistique au Siège, par langue et par catégorie ou grade



Source : Division de l'appui opérationnel.

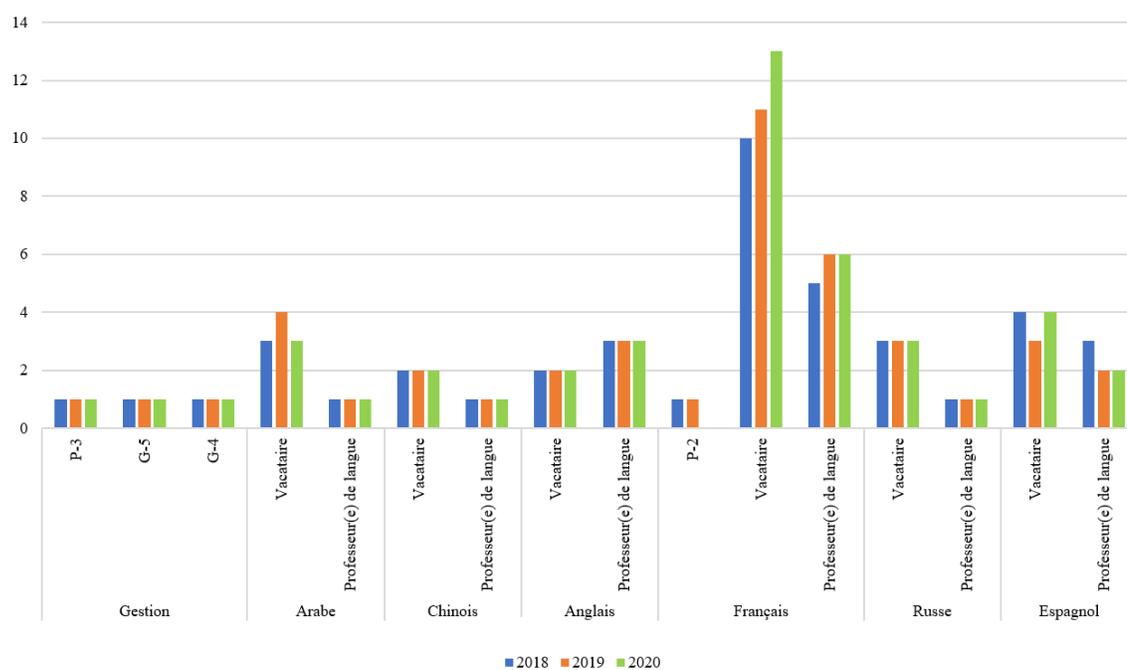
Note : Un nouvel emploi de temporaire à la classe P-3 apparaît en 2020.

Figure XII
Nombre total de participants aux activités d'apprentissage des langues à l'Office des Nations Unies à Genève, par langue



Source : Office des Nations Unies à Genève.

Figure XIII
Nombre de membres du personnel affectés à la formation linguistique à l'Office des Nations Unies à Genève, par langue et par catégorie ou grade



Source : Office des Nations Unies à Genève.

IV. Recommandations

88. Le Secrétariat recommande que l'Assemblée générale :

- a) Prenne note du présent rapport ;
 - b) Appuie l'approche proposée par le Secrétaire général dans le présent rapport en vue d'intégrer systématiquement le multilinguisme, valeur fondamentale de l'Organisation, dans les activités du Secrétariat, au moyen des ressources existantes, de façon équitable et dans le respect des mandats existants.
-